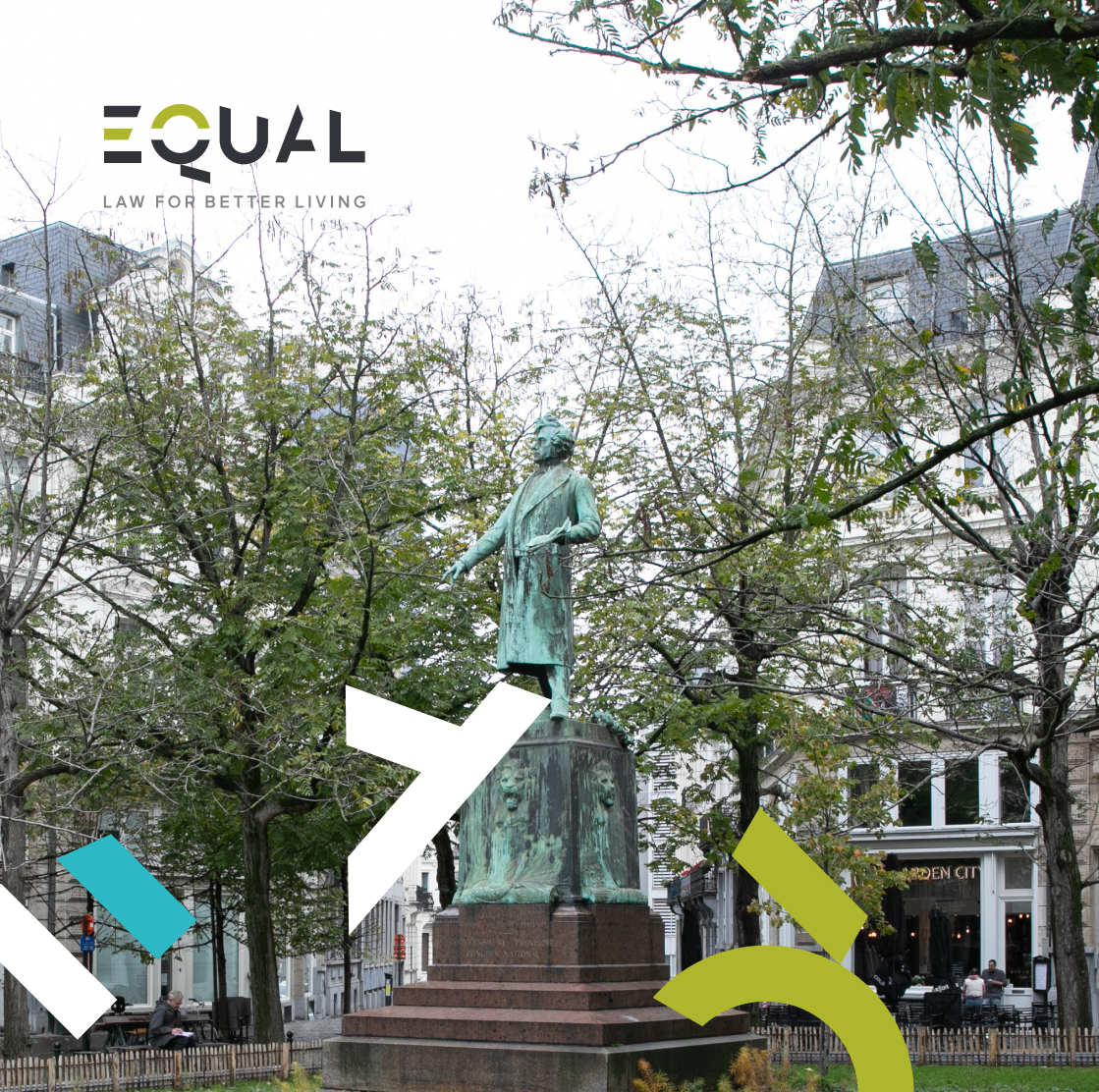


EQUAL

LAW FOR BETTER LIVING



Formations 2026

equal-partners.eu

Sommaire

Introduction	2
EQUAL Partner	3
Nos compétences	4
Notre équipe	5
Nos formations	9
• Droit public général	10
• Droit public économique	11
• Droit public numérique	12
• Droit public local	13
• Droit des marchés publics	14
• Légistique et rédaction d'actes	16
• Droit de l'environnement	17
• Droit de l'urbanisme	18
Nous contacter	20



Introduction

Le droit est partout. Il s'impose régulièrement dans nos pratiques professionnelles.

Vous souhaitez appréhender certains de ses aspects, comprendre les enjeux qu'il pose, rendre sa terminologie familière, régler des problèmes juridiques simples ou simplement communiquer avec les professionnels du droit ou de la justice ?

Les avocates et avocats d'EQUAL Partners sont des professionnels pragmatiques, qui n'hésitent jamais à transmettre leurs savoirs et leur expérience.

Vous trouverez, ci-dessous, une brève description du cabinet et une présentation de ses membres.

Vous trouverez également un aperçu de notre méthodologie ainsi que des matières exercées dans lesquelles nous pouvons vous proposer nos services de formation.



EQUAL Partners

“ Law for better living

EQUAL Partners est un cabinet d'avocats bruxellois constitué le 1er avril 2015 et spécialisé en droit public et administratif.

Sa création se fonde sur le souhait d'organiser le métier d'avocat au regard de nos aspirations communes.

Nous voulons mettre notre expertise juridique au service des défis professionnels, économiques et sociétaux de notre monde en mutation.

Nous concevons le droit comme un outil destiné à permettre à des projets de se réaliser et non pas un corpus de règles techniques rédigées par des experts pour d'autres experts, détachés de la réalité des situations qu'elles visent à encadrer. L'axe fondateur de notre association EQUAL a été défini en ce sens comme suit : « **Law for better living** », car le droit doit favoriser le mieux-vivre ensemble.

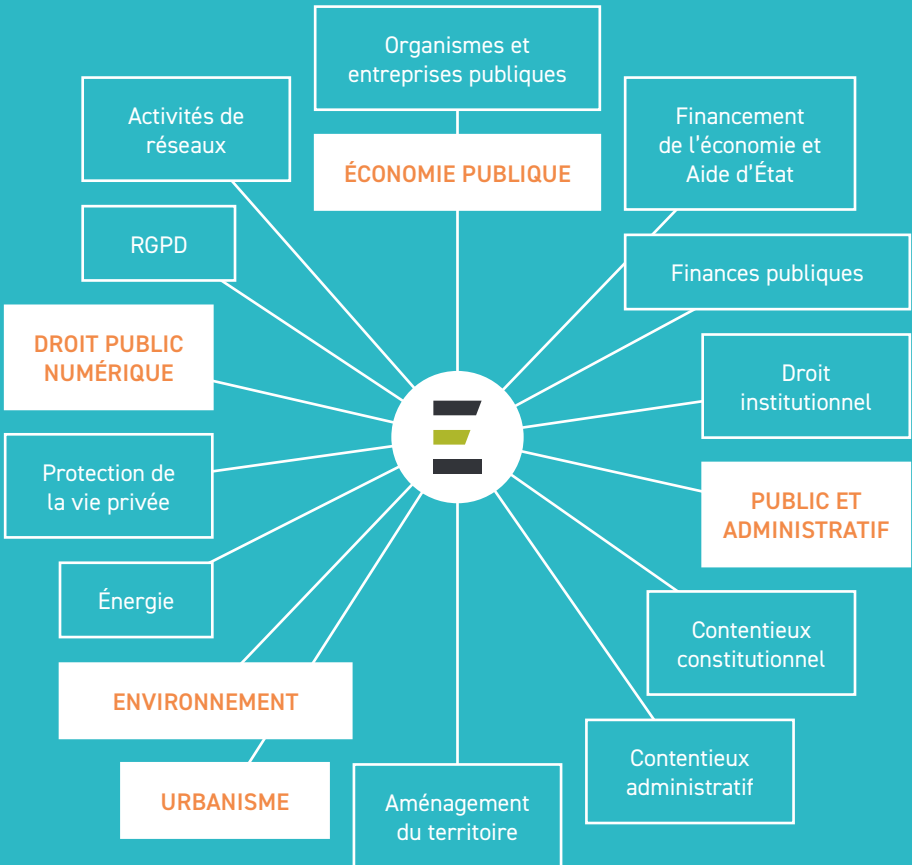
C'est pourquoi, en interne, nous appliquons, de même que créons selon nos besoins, des techniques de management fondées sur l'autogestion de l'ensemble des membres du cabinet selon un système holacratique.

En externe, dans le cadre de notre relation avec nos clients et autres partenaires, la collaboration, en vue de la construction d'un véritable partenariat, est notre objectif essentiel. La conjonction de ces deux facettes nous permet de rencontrer la mission que nous nous sommes fixée de collaborer en vue de solutions juridiques durables et harmonieuses, élaborées en concertation avec l'écosystème de nos clients et autres parties prenantes. Nous voulons d'une manière générale mettre notre expertise juridique au service des défis professionnels, économiques et sociétaux de notre monde en mutation.



Nos compétences

Mettre le droit au service de solutions durables et du mieux vivre ensemble.



Notre équipe



Bénédicte De Beys
Avocate associée (FR-NL-EN)

Bénédicte est avocate depuis 2008. Bénédicte a travaillé pour un Échevin de la Ville de Bruxelles avant de rejoindre le Barreau de Bruxelles afin de pratiquer le droit public.

À présent spécialisée en droit public général et en droit administratif, Bénédicte s'intéresse à toute question à laquelle peut être confronté une administration ou un organisme public dans sa pratique générale. Dans ce cadre, Bénédicte traite également des questions de droit public économique, de droit numérique et de droit européen.

Dans le cadre de réformes administratives, Bénédicte participe régulièrement à la rédaction de textes législatifs ou réglementaires. Elle apprécie particulièrement de traiter globalement les projets de réformes qui lui sont soumis, en traitant autant ses aspects économiques, financiers, de fonction publique que de gouvernance.



Camille de Bueger
Avocate associée (FR-NL-EN)

Camille s'est spécialisée en droit de l'environnement, en droit de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, en droit public général et en économie publique (subventions, légistiques, responsabilités des pouvoirs publics). Dans ce cadre, elle travaille couramment avec les autorités publiques, mais également avec des particuliers et des entreprises privées.

Renforcée par son expérience professionnelle comme conseillère juridique ministérielle, Camille vise à concourir à la création et l'évolution d'un droit durable au service des défis sociétaux actuels et futurs. Elle apprécie tant conseiller les clients dans leurs projets, que les défendre en justice. Elle dispense diverses formations.

Elle s'investit par ailleurs dans le Centre d'étude du droit de l'Environnement de l'Université Saint-Louis de Bruxelles.



Camila Dupret Torres
Avocate associée (FR-NL-EN-ES)

Camila est titulaire d'un Master en droit (UCLouvain, 2016) et d'un LL.M en droit international public (Leiden, 2018).

Elle a acquis de l'expérience au moyen de divers stages en droit international avant d'intégrer le barreau de Bruxelles en février 2019.

Elle pratique essentiellement le droit administratif et le droit constitutionnel et traite régulièrement des dossiers en matière de responsabilité des autorités publiques, de droits fondamentaux, de financement des pouvoirs locaux, de police administrative, d'urbanisme et d'environnement. Elle porte en outre une attention particulière aux questions de droit institutionnel belge, notamment de répartition des compétences et de coopération fédérale .

Elle est collaboratrice scientifique au sein du Centre de recherche sur l'État et la Constitution (CRECO) de l'UCLouvain depuis juillet 2023.



Baptiste Conversano
Avocat associé (FR-EN)

Diplômé d'un master en droit à l'Université Libre de Bruxelles, j'ai également obtenu un master en relations internationales, orientation mondialisation et politiques publiques, auprès de la même institution.

En octobre 2020, je me suis inscrit au barreau de Bruxelles. Après une première expérience dans un cabinet spécialisé en droit de l'urbanisme, j'ai rejoint Equal en février 2021 .

Au sein d'Equal, je travaille dans le département marchés publics et PPP. Je conseille les pouvoirs publics et les entreprises soumissionnaires dans les différentes étapes des marchés publics. Je les assiste également dans le cadre du règlement de contentieux.



Anna Saccomano

Avocate stagiaire (FR-NL-EN-IT)

Anna est titulaire d'un Master en droit (KU-Leuven, 2019) et d'un LL.M en droit international public (Universiteit Utrecht, 2020).

Elle a exercé durant plus de 3 ans en tant que juriste au sein des cabinets ministériels bruxellois pour l'Environnement et la Mobilité. Elle y a développé sa connaissance et sa pratique du droit public et administratif, du droit de l'environnement et du droit de l'urbanisme.

Elle est avocate stagiaire au barreau de Bruxelles depuis avril 2025.

Elle pratique et se forme en droit public et administratif, en droit de l'environnement et de l'urbanisme, et en droit international et européen.



Bernardo Forte

Avocat stagiaire (FR-NL-EN-PT)

Bernardo est titulaire d'un Master en droit (UCLouvain, 2023) et d'un LL.M en droit européen (Collège d'Europe, 2024).

Il est avocat stagiaire au barreau francophone de Bruxelles depuis octobre 2025.

Il pratique et se forme en droit public et administratif, en droit européen et en droit de l'environnement.



Nos formations

Les formations données par EQUAL alternent exposés, analyses de cas pratiques et exemples concrets issus de l'environnement de travail des participants ou de l'actualité. Le recours à des schémas et à la vulgarisation de notions juridiques permet d'assurer la clarté des parties les plus théoriques ou conceptuelles.

Chaque exposé est systématiquement suivi de séances de questions-réponses qui permettent de relayer des expériences et de favoriser les échanges entre participants. Lorsque le sujet s'y prête ou le requiert, la formation peut prendre la forme d'un atelier, par exemple de rédaction d'actes administratifs.

Préalablement à la formation, nous avons pour habitude de demander à nos clients le profil/les professions des participants concernés. En début de formation, nous invitons chaque participant à se présenter et à nous faire part de ses attentes.

Les formats de 3 à 4h, entrecoupés de pauses, sont privilégiés car plus digestes. Les supports consistent généralement en un Powerpoint (le cas échéant accompagné d'un exemplaire imprimé et/ou électronique par participant) ainsi qu'en un recueil de textes normatifs pertinents.

Cette méthodologie peut être adaptée en fonction des besoins et attentes des participants.

Nous proposons des formations dans les matières suivantes :



**Droit public
général**



**Droit public
économique**



**Droit public
numérique**



**Droit public
local**



**Droit des
marchés publics**



**Légistique et
rédaction d'actes**



**Droit de
l'environnement**



**Droit de
l'urbanisme**



Formations en droit public général

1. Introduction au contexte fédéral et institutionnel belge :

- Les grands principes de l'ordre juridique belge
- Les droits et libertés fondamentaux
- Le paysage institutionnel belge
- Les différents pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire
- L'action de l'administration et la notion de service public

2. Approfondissement du contexte fédéral et institutionnel belge :

- Les règles et principe de répartition des compétences
- La rappel des compétences et des grandes réformes – Sixième Réforme de l'Etat et enjeux
- Les principes d'interprétation des règles de répartition des compétences
- La coopération institutionnelle
- Les particularités bruxelloise – notamment à la suite de la Sixième Réforme de l'Etat

3. Introduction au droit administratif belge :

- La hiérarchie des normes
- Les actes administratifs
- Les lois du service public
- Les principes de bonne administration et leur application

4. Approfondissement du droit administratif belge et mode de gestion des services publics :

- La décentralisation et la déconcentration
- La tutelle et le contrôle hiérarchique
- Mode d'organisation d'une administration (cellule administrative – service à gestion séparée - types d'OIP)
- La théorie du retrait d'acte
- Les délégations
- Recours internes, organisés et contestation d'un acte administratif : les autorités judiciaires et le Conseil d'État

5. Publicité administrative en général :

- La distinction entre publicité active et publicité passive
- L'origine du droit d'accès aux documents administratifs
- La distinction entre les documents administratifs et l'information environnementale
- Les exceptions au droit d'accès
- Les voies de recours : la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales, la CADA à Bruxelles et la CRAIE en Région wallonne, ...

6. Gestion des ressources humaines au sein de la fonction publique :

- Les régimes statutaires ou contractuels
- Les mandataires publics
- Le statut administratif, le statut pécuniaire, le cadre et le règlement de travail
- Les acteurs institutionnels dans la gestion du personnel dans la fonction publique
- Le recrutement
- La promotion
- L'évaluation
- Le régime disciplinaire

7. Emploi des langues en matière administrative :

- Exposé des concepts du cadre légal et de la méthodologie pratique
- Exposé de la jurisprudence de la Commission permanente sur l'emploi des langues

8. Lanceurs d'alerte (directive européenne et transposition au niveau régional) :

- Exposé du cadre légal applicable en fonction de l'entité fédérale ou fédérée
- Examen des différents canaux
- Application à la fonction publique – questions particulières par rapport aux droits et devoirs des agents



Formations en droit public économique

1. Droit financier et budgétaires :

- Exposé du cadre légal
- Exposé des concepts en droit financier ou budgétaire

2. Droit des subventions et financement public :

- Notion de subvention (distinction avec MP notamment)
- Cadre légal et conditions de subventionnement
- Rédaction des actes de subventionnement
- Aides d'Etat, SIEG et financement public



Formations en droit public numérique

1. RGPD – implémentation au niveau des autorités publiques :

- Notions de base
- Exposé des obligations à charge des autorités publiques – spécificité
- Cas particulier des traitements dans le cadre d'une mission de services public ou d'une obligation légale – rédaction de texte législatif ou réglementaire fondant ces obligations de traitement

2. Réutilisation des informations du secteur public :

- Exposé de la directive (UE) 2019/1024 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public (refonte)
- Exposé de la transposition de la directive en fonction de l'entité fédérale ou fédérée

3. « Once only » et sources authentiques :

- Exposé du cadre légal en fonction de l'entité fédérale ou fédérée
- Exposé des concepts et de la jurisprudence en la matière par l'Autorité de protection des données et du Conseil d'Etat
- Question des intégrateurs de données

4. Gouvernance des données et partage de données :

- Gestion numérique de l'espace public
- Règlement (UE) 2022/868 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 portant sur la gouvernance européenne des données et modifiant le règlement (UE) 2018/1724
- Cadre légal des intégrateurs et plateformes

5. Questions particulières quant aux données de santé :

- Règlement (UE) 2025/327 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2025 relatif à l'espace européen des données de santé et modifiant la directive 2011/24/UE et le règlement (UE) 2024/2847
- Cadre légal des intégrateurs et plateformes en fonction de l'entité fédérale ou fédérée





Formations en droit public local

1. Comprendre les compétences des autorités communales :

- Les organes communaux
- La notion d'intérêt communal et d'autonomie locale
- La compétence générale et les compétences attribuées
- Exercices d'identification

2. Comprendre les compétences des autorités provinciales :

- Les organes provinciaux
- La fonction de gouverneur
- Les compétences provinciales
- Les réformes en cours

3. Les principes de bonne administration au niveau local :

- Contenu et contours de la notion
- Le principe d'égalité
- Le devoir de minutie
- Le principe d'impartialité et le principe du raisonnable
- Les principes audi alteram partem et du respect des droits de la défense
- Le principe de motivation interne
- Le principe de légitime confiance
- Le principe du délai raisonnable

4. Comprendre les notions d'intérêt communal et d'autonomie locale :

- L'origine des notions
- Portée et limites
- Le rapport avec les autorités supérieures
- Contrôle de tutelle vs contrôle hiérarchique

5. Mode gestion des services communaux :

- La régie communale autonome
- Les associations communales
- La supracommunalité : l'intercommunale, les associations de communes, ...

6. Les taxes et les redevances communales :

- L'autonomie fiscale des autorités locales
- La rédaction d'un règlement

7. La police administrative générale :

- La notion d'ordre public : sécurité, salubrité et tranquillité
- La distinction entre police administrative générale et spéciale
- Les organes communaux en charge de la police et les bases légales pertinentes
- Les garanties à respecter en cas de mesure de police
- Exercices d'identification

8. La circulation routière au niveau local :

- Les compétences en matière de circulation
- Les règlements complémentaires de circulation routière du conseil communal
- Les ordonnances temporaires relatives à la circulation routière du collège communal
- Les arrêtés du bourgmestre
- Les règlements temporaires relatifs à la circulation routière du bourgmestre
- Exercices d'identification et de rédaction des règlements en matière de circulation routière



Formations en droit des marchés publics

1. Identifier le cadre réglementaire applicable

- Analyse des cas de procédures négociées

2. Définir les préalables à la passation des marchés publics :

- Déterminer les besoins à satisfaire
- Prospector le marché
- Estimer le marché
- Définir les critères de choix et leur pondération

5. Examiner les candidatures et les offres : la procédure de passation, pas à pas :

- Motifs d'exclusion, DUME et sélection qualitative : les nouveautés à maîtriser
- Analyser et classer les offres : l'impact des variantes, options et lots sur le processus d'évaluation
- Choisir l'attributaire

3. Connaître les seuils et leurs règles de calcul

6. Analyser le cadre juridique applicable :

4. Maîtriser les principales procédures de passation :

- Définitions des procédures de passation les plus courantes, avantages et contraintes

- La loi sur les marchés publics et ses arrêtés royaux d'exécution
- L'impact de la jurisprudence de la CJUE et du Conseil d'État sur la pratique quotidienne des acheteurs et des juristes

7. Maîtriser chaque étape, de la passation à l'attribution du marché :

- Gérer la prospection et la préparation du marché
- Choisir le mode de passation
- Étude de cas : identification du mode de passation le plus adapté selon le type de marché
- Respecter les règles de publicité et de mise en concurrence
- Intégrer les modifications intervenues, du dépôt des demandes de participation à la sélection des candidats
- Exercice pratique : calcul des seuils et analyse d'un avis de marché
- Déterminer les conditions pour l'attribution du marché
- Exercice pratique : formulation de critères d'attribution faciles à utiliser et à motiver
- Identifier les règles générales sur le dépôt des offres : modalités, emploi des langues, forme...
- Exercice pratique : introduction à la procédure électronique
- Examiner la régularité de l'offre : distinguer les irrégularités substantielles et non substantielles

- Vérifier et gérer les prix apparemment anormaux
- Rédiger la décision motivée d'attribution du marché, cerner les devoirs d'information du pouvoir adjudicateur et minimiser les risques de recours

8. Prévoir et gérer un litige :

- Bien gérer un recours : quand consulter un avocat et quand retirer l'acte litigieux

9. Appliquer les règles d'exécution :

- Le CSC : les clauses sensibles lors de sa rédaction
- Les modalités de paiement
- La lutte contre les retards de paiement
- Négocier au mieux les modifications en cours de marché
- Identifier les limites du principe de mutabilité : conséquences de l'apparition de la clause de réexamen
- Étude de cas : étude de clauses litigieuses et rédaction de bonnes clauses de réexamen





Formations en légistique et rédaction d'actes

1. Légistique : la rédaction d'une loi / un décret / une ordonnance, ou encore d'un arrêté :

- La distinction entre normes de valeur législative et de valeur réglementaire
- La structure d'une norme et la fonction de chaque composante
- Les formalités préalables et postérieures à la rédaction de la norme
- Atelier de rédaction

2. La rédaction des actes administratifs (réglementaires ou individuels) :

- La notion d'acte administratif et de dossier administratif
- La distinction entre acte réglementaire et individuel
- La structure de l'acte et fonction de chaque composante
- Les formalités préalables et postérieures à la rédaction de l'acte
- La motivation formelle des actes individuels
- Atelier de rédaction





Formations en droit de l'environnement

1. Introduction au permis d'environnement en Région wallonne :

- La notion d'autorisation
- Les cadre normatif et les autorités compétentes
- Le traitement d'une demande de permis
- Les formalités entourant le permis
- L'évaluation des incidences
- Les recours

2. La publicité administrative en matière d'urbanisme et d'environnement :

- La notion d'information environnementale
- Le droit d'accès et ses exceptions
- Les voies de recours : la CRAIE

3. Introduction à la délinquance environnementale :

- Aperçu du cadre juridique
- La classification et l'identification des infractions environnementales
- La procédure administrative de contrôle, de recherche et de constat : les agents constatateurs, l'avertissement préalable, la perception immédiate en cas d'infraction flagrante et le procès-verbal de constat d'infraction
- La poursuite en cas d'infraction déclassée, d'infraction non classée ou de perception immédiate avec ou sans mesures de remise en état

- Les mesures de sécurité et de contrainte pouvant être ordonnées par le bourgmestre
- La répression administrative et judiciaire : aperçu de chaque procédure

4. La soutenabilité au niveau communal :

- L'intérêt communal et la soutenabilité
- Le programme stratégique transversal (PST)
- L'expérimentalisme communal
- Quelques exemples : marchés publics, finances locales, alimentation locale, politique foncière

5. Le bien-être animal :

- La législation relative au bien-être des animaux, dont le Code, l'arrêté du 24 novembre 2022, la CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction) et la législation européenne relative à la traçabilité des animaux
- Le contrôle des animaux domestiques (permis de détention, utilisation du lecteur de puce, documents à vérifier pour la stérilisation, Dog id, ...)
- L'obligation générale de soins
- Les obligations spécifiques
- Le contrôle : portée et sanctions
- La saisie administrative des animaux (but, expertise, procédure, acteurs)



Formations en droit de l'urbanisme

1. Introduction au droit de l'urbanisme :

- La notion d'autorisation et la notion de bon aménagement du territoire
- Le Code du développement territorial et les autorités compétentes
- Les outils planologiques
- Les règles de traitement d'une demande permis
- Les recours

2. Introduction - les permis uniques en Région wallonne :

- La notion de permis unique
- Les activités soumises à permis unique
- La procédure
- Les recours

3. Focus sur les permis éoliens :

- Le nouveau Cadre de référence éolien (circulaire)
- La notion de permis unique
- Les activités éoliennes soumises à permis unique
- La procédure et les recours

4. Introduction à la planologie en Région wallonne :

- Les plans et schémas
- Les plans de secteur, leurs conséquences sur une demande de permis et leur révision,
- Les schémas de développement territorial

5. L'optimisation spatiale en Région wallonne :

- Optimisation, artificialisation, imperméabilisation : nouveaux concepts ?
- Les enjeux de l'optimisation spatiale
- Les solutions qu'offre le CoDT
- L'infrastructure verte
- Le principe de subsidiarité et les responsabilités des communes

6. La délinquance urbanistique en Région wallonne :

- Le régime juridique
- Le constat des infractions : qui, le procès-verbal d'infraction et l'avertissement préalable et l'accès au lieux
- Les mesures administratives en l'absence de poursuites pénales : délai d'attente quant à l'intention du procureur du Roi de poursuivre, concertation, transaction et mesures de restitution
- Le permis de régulation lorsqu'un procès-verbal d'infraction a été dressé

7. Les voiries en Région wallonne :

- Le régime juridique des voiries communales contenu dans le décret du 6 février 2014
- Les procédures de création, suppression, modification et confirmation de voiries
- Les spécificités de la voirie communale
- Les obligations d'alignement au niveau communal

8. La procédure d'expropriation en Région wallonne :

- La législation relative aux expropriations en Région wallonne, avant et après le décret du 22 novembre 2018 procédure unique et ses trois phases
- Phase administrative
- Tentative de cession amiable
- Phase judiciaire et la compétence du tribunal de première instance
- La notion de « cause d'utilité publique »
- Le régime des indemnités

9. Les habitats légers en Région wallonne :

- Définition et focus sur la législation pertinente, plus précisément le Code wallon de l'habitat durable (CWHD) et le Code wallon de développement territorial (CoDT)
- Les différentes formes d'habitat léger et leurs caractéristiques
- Conditions minimales à respecter : localisation, permis d'urbanisme, salubrité, PEB, qualité du projet, et intégration paysagère ...
- L'autorisation nécessaire et l'incidence des droits civils
- La question de l'intervention d'un architecte
- La location et la domiciliation



Nous contacter

Si vous avez des questions complémentaires ou souhaitez recevoir plus d'informations, n'hésitez pas à contacter :

Camila Dupret Torres
camila.dupret-torres@equal-partners.eu

ou Baptiste Conversano
baptiste-conversano@equal-partners.eu



EQUAL

LAW FOR BETTER LIVING

EQUAL Partners

📍 Rue du Congrès, 37
1000 Bruxelles

✉ info@equal-partners.eu

☎ +32 (0)2 899 98 00

🌐 www.equal-partners.eu



Law for better living